

Les enjeux des élections européennes de juin 2024

Marianne Dony

Professeure honoraire

Centre de droit européen

Université libre de Bruxelles

Les européens appelés aux urnes pour la dixième fois

- Au départ, le Parlement européen était une simple émanation des Parlements nationaux des États membres
- Il a fallu attendre le sommet de Paris de 1974 pour vaincre les dernières oppositions des États à l'égard d'une élection directe des députés européens
- Les premières élections au suffrage universel ont eu lieu en juin 1979 et, depuis lors, se tiennent tous les cinq ans
- Les prochaines élections européennes seront donc les dixièmes du genre et conduiront à la désignation de 720 députés européens (contre 705 actuellement)

Taux de participation attendu

- Une bonne nouvelle pour commencer : la tendance à la hausse du taux de participation semble pouvoir se poursuivre
- Dans le dernier eurobaromètre publié en décembre 2023, 68% des sondés déclarent qu'ils voteraient probablement si des élections européennes avaient lieu dans une semaine
- Les chiffres en France semblent un peu plus faibles : 42 à 46 % ont l'intention d'aller voter
- Il y a aussi un intérêt pour ces élections chez 57 % des européens et 46 % des Français

Ambiguïté

- Article 10 TUE : « les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen ».
- En réalité cependant, ce n'est pas le « peuple européen » qui est représenté au Parlement européen mais bien les peuples d'Europe, tels qu'organisés dans leurs Etats respectifs
- En effet, au sein du Parlement européen, chaque Etat se voit attribuer un certain nombre de sièges allant de 6 à 96
- Tous les projets visant à la création d'une circonscription électorale commune ont échoué

En outre

- Il n'y a pas de procédure électorale uniforme, mais uniquement un certain nombre de principes communs, dont le plus important est le choix d'un scrutin de type proportionnel, les Etats membres ayant une grande latitude pour le surplus.
- Les élections n'ont pas lieu le même jour dans toute l'Union, mais simplement au cours d'une même période allant cette année du 6 au 9 juin
- Les conditions du droit de vote et de l'éligibilité aux élections européennes sont définies par chaque État membre

Conséquence

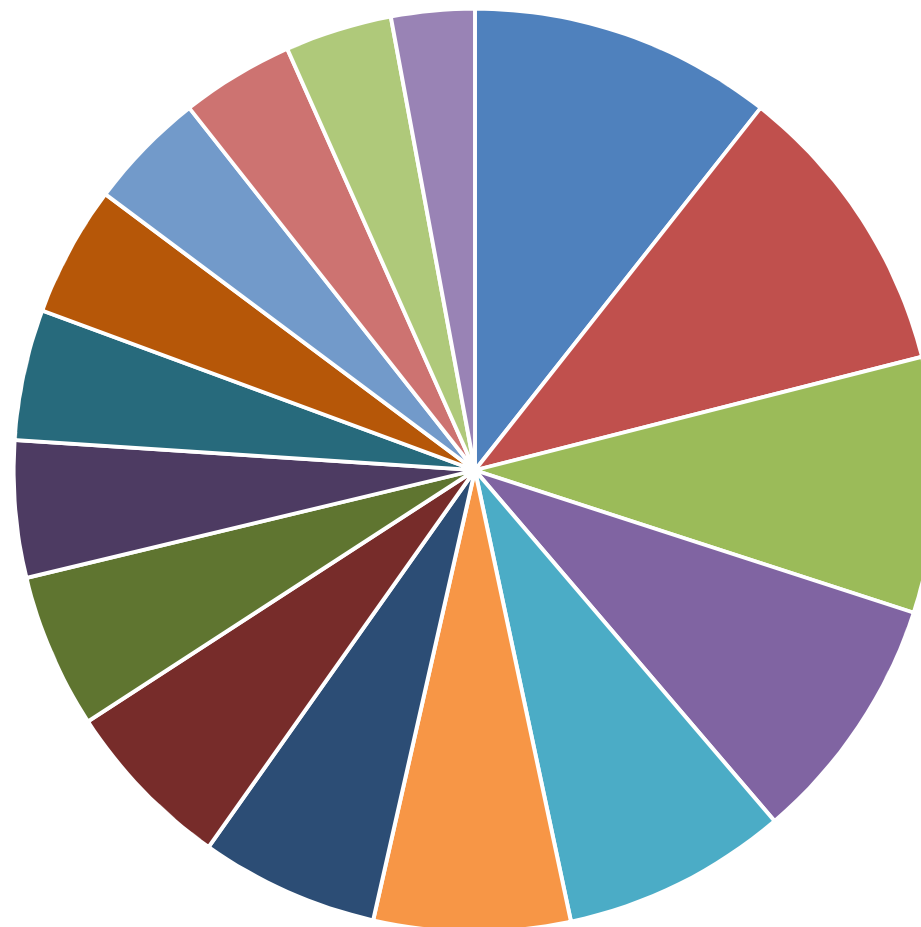
On ne peut pas parler d'une élection européenne

Mais bien de 27 élections nationales, dans des espaces aux dynamiques politiques, sociales et économiques différentes

Deux défis de taille

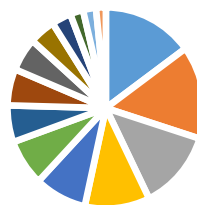
- Le prisme national des élections européennes est très loin d'avoir disparu: à titre d'exemple, 58 % des Français déclarent que, pour déterminer leur choix de vote, ils tiendront compte avant tout des propositions des partis sur sur les questions nationales
- Si les 70 % Européens se déclarent conscients que les actions de l'Union ont un impact sur leur quotidien, ils restent nombreux à ne pas avoir une vision claire du fonctionnement et des politiques de l'Union.

Enjeux des élections de juin pour les Français



- Pouvoir d'achat (51%)
- Hausse des prix (50%)
- Sécurité (43%)
- Immigration (42%)
- Protection sociale (santé retraites) (38%)
- Environnement (33%)
- Guerre en Ukraine (30%)
- Lutte contre le terrorisme (30%)
- Inégalités sociales (26%)
- Dette et déficits (23%)
- Education et formation (22%)
- Emploi (22%)
- Fiscalité (20%)
- Avenir de la construction européenne (19%)
- Logement (18%)
- Conflit entre Israël et le Hamas (14%)

Principaux enjeux pour les Européens



- Guerre en Ukraine 28%
- Immigration 28%
- Situation internationale 24%
- Hausse des prix/coût de la vie 20%
- Environnement et changement climatique 16%
- Situation économique 14%
- Situation des finances des EM 11%
- Energie 11%
- Terrorisme 10%
- Influence de l'UE dans le monde 8%
- Criminalité 6%
- Chômage 4%

Quel rôle joue le Parlement européen ?

- Il partage le pouvoir législatif avec le Conseil avec la procédure législative ordinaire
- Il partage le pouvoir budgétaire avec le Conseil
- Il joue un rôle essentiel dans la nomination de la Commission
- Il a une influence croissante sur les relations extérieures de l'Union, sauf dans le domaine de politique étrangère et de sécurité commune

Schéma de la procédure législative ordinaire

Proposition de la Commission

Première lecture

Position du Parlement européen

Conseil

Approuve la position du Parlement européen Acte adopté	Amende la position du Parlement européen Position soumise en deuxième lecture au Parlement
---	---

Deuxième lecture Parlement européen

Approuve la position commune Acte adopté	Adopte des amendements Deuxième lecture au Conseil		Rejette la position commune Acte non adopté
	Approuve tous les amendements Acte adopté	N'approuve pas tous les amendements Convocation du comité de conciliation	

Conciliation

Approuve un projet commun Troisième lecture par le Conseil et le Parlement Projet approuvé Acte adopté	Projet rejeté Acte non adopté	Pas de projet commun Acte non adopté
---	----------------------------------	---

Principaux domaines soumis à la procédure législative ordinaire

- marché intérieur
- agriculture
- transports
- politique régionale
- espace de liberté, de sécurité et de justice
- éducation et formation professionnelle
- culture et sport
- énergie,
- recherche
- environnement,
- protection des consommateurs,
- santé publique,
- politique sociale

Rôle beaucoup plus effacé dans d'autres domaines

- Mesures pour combattre les discriminations fondées sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle
- Harmonisation de la fiscalité directe ou indirecte
- Coordination des politiques économiques et discipline budgétaire
- Mesures dans les domaines de la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs
- Mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique

Les pouvoirs budgétaires du Parlement européen

- Ces pouvoirs concernent uniquement les dépenses
- En ce qui concerne les recettes, le Parlement européen est simplement consulté
- S'agissant des dépenses, le Parlement européen intervient à deux niveaux:
 - tout d'abord, il doit approuver le cadre financier pluriannuel, qui fixe pour chaque grande catégorie de dépenses , les plafonds annuels de crédits : ainsi 7 grandes lignes budgétaires sont distinguées. Le prochain cadre financier pluriannuel devra être adopté avant la fin. 2026
 - ensuite il vote le budget annuel de l'Union européenne

Nomination de la Commission

- Le président de la Commission est élu par le Parlement européen sur proposition du Conseil européen et en tenant compte des élections au Parlement européen
- Le Haut représentant est nommé par le Conseil européen
- Le Conseil, d'un commun accord avec le président élu, adopte la liste des autres personnalités qu'il propose de nommer membres de la Commission
- Le collège est enfin soumis à un vote d'approbation du Parlement européen

Un pouvoir accru dans les relations extérieures

- La PESC reste strictement intergouvernementale, le Parlement n'est impliqué ni dans les décisions relatives aux sanctions, ni dans les opérations de gestion de crise
- Il joue en revanche un rôle majeur dans la politique commerciale commune, dans la coopération au développement et l'aide humanitaire
- Enfin, il doit donner son approbation à tous les accords internationaux conclus des domaines auxquels s'applique la procédure législative ordinaire

Paradoxe

- En dépit de ses maigres compétences dans ce domaine, le Parlement européen accorde une place très importante à la politique étrangère en tant que telle
- La Commission des affaires étrangères est l'une des plus prestigieuses
- Lors des plénières, la politique extérieure occupe une place centrale voire disproportionnée en temps de parole par rapport aux vrais pouvoirs de l'institution
- Une diplomatie parlementaire se met en place qui complète l'action du haut représentant

Comment se prennent les décisions au Parlement européen?

- En principe, le Parlement statue à la majorité des suffrages exprimés (majorité simple)
- Toutefois, dans un certain nombre de cas, il doit statuer à la majorité « des membres qui le composent »
- C'est le cas en particulier :
 - lors de la deuxième lecture dans la procédure législative ordinaire pour amender ou rejeter la position du Conseil
 - en matière budgétaire, pour amender le projet de budget du Conseil et pour approuver le cadre financier pluriannuel
 - pour l'élection du président de la Commission européenne

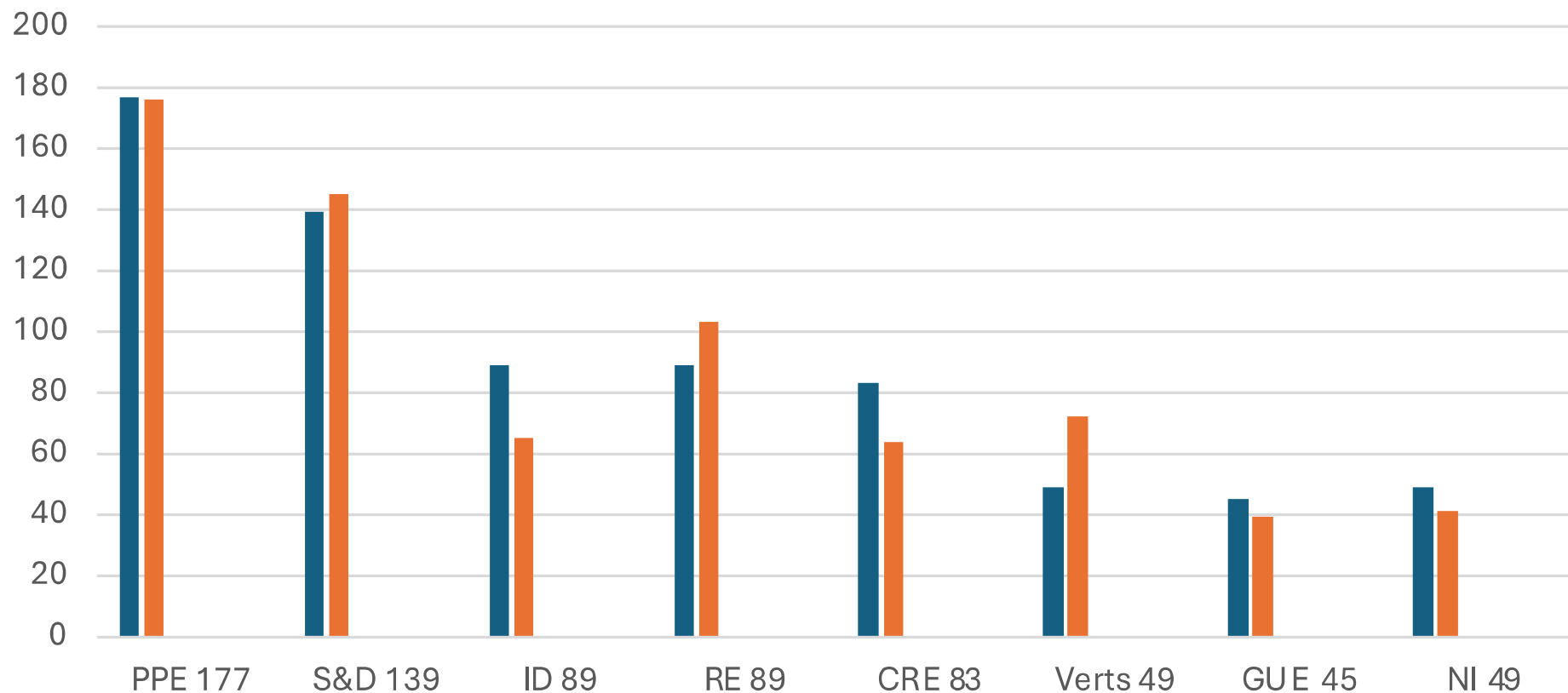
Les sept groupes politiques au Parlement européen

- Parti populaire européen : 176
- Alliance progressiste des socialistes et démocrates : 145
- Renew Europe : 103
- Verts-Alliance libre européenne : 72
- Identité et démocratie : 65 (dont notamment le RN, la Ligue italienne et l'AfD allemand)
- Conservateurs et réformistes européens : 64 (dont notamment PiS polonais et Fratelli d'Italia)
- Gauche au Parlement européen : 39
- Non-inscrits : 41

Coalitions dans l'actuel Parlement

- **Grande coalition centriste** (PPE, S&D + généralement RE) : budgets, culture et éducation, affaires économiques et monétaires, marché intérieur, affaires étrangères, protection des consommateurs, transports et du tourisme.
- **Coalition centre/gauche** (S&D, RE, Verts + parfois GUE) : libertés civiles, justice et affaires intérieures, développement, emploi et affaires sociales, environnement, droits des femmes et égalité des sexes.
- **Coalition centre/droite** (PPE, RE, ECR + parfois ID) : agriculture et développement rural, pêche, industrie et recherche, ainsi que commerce international

Evolution groupes politiques après les élections de juin



Un virage à droite

- Les deux grands groupes historiques continuent à s'éroder
- Les deux autres groupes dits pro-européens s'effondrent
- Les deux groupes de droite radicale enregistrent des progrès importants, respectivement 36 % (ID) et 39 % (CRE)
- Montée également de 10 % de la gauche « dure »
- La grande coalition centriste reste la plus importante (56 %)
- La coalition centre/gauche n'a plus de majorité
- La coalition centre/droite se renforce mais surtout sur sa droite
- Une coalition uniquement de droite n'aurait pas de majorité absolue mais pourrait compter sur des non-inscrits
- Au total, la formation d'une majorité stable sera plus difficile

Incidence des nouveaux rapports de force

Désignation de la nouvelle Commission

- Le PPE, qui reste le premier groupe, sera sans aucun doute à la manœuvre
- On sait qu'il a choisi comme candidate à la présidence Mme Von der Leyen qui brigue donc un deuxième mandat
- Mais réussira-t-il à rallier d'autres groupes ?
- Et quels gages devra-t-il donner?

Avenir du pacte vert

- En 2019, la combinaison d'une hausse du taux de participation et d'un progrès notable des partis écologistes a été le déclencheur de l'adoption du Pacte Vert
- Des mesures comme l'interdiction de la vente des voitures thermiques neuves en 2035 ou l'augmentation des objectifs d'énergies renouvelables ont été votées grâce au concours des Verts et du GUE
- Certains élus du PPE et de RE estiment que l'Union est allée trop vite et trop loin.
- Une coalition de droite et d'extrême droite pourrait encore davantage freiner la mise en application du Pacte vert européen, voire renverser de nombreuses dispositions

**Je vous remercie de votre
attention**

 Centre de droit européen